



Concertation du C4 sur le dossier Coton

Les quatre pays africains (Bénin, Burkina-Faso, Mali et Tchad) à l'origine de l'initiative sectorielle sur le coton à l'OMC se sont réunis à Ouagadougou, au Burkina-Faso, lundi 8 janvier dans le but de stimuler un déblocage des négociations internationales sur ce sujet dans les plus brefs délais. Cette réunion, à laquelle étaient également conviés les huit pays de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et le Cameroun, a mis en exergue le fait que la suspension des négociations de l'OMC depuis juillet 2006 a des conséquences négatives sur le dossier coton. Bien que les pays membres de l'organisation multilatérale se sont engagés en 2004 à accorder à la question cotonnière un traitement « ambitieux, rapide et spécifique », les représentants des pays présents ont déploré le manque de progrès sur ce sujet. Ils ont en particulier dénoncé le maintien des subventions des pays développés et la décision de l'Union européenne de revenir sur la réforme des aides accordées aux cotonniers européens¹. En conséquence, les ministres du C4 (groupe des 4 pays à l'origine de l'initiative coton), dans la déclaration finale de la rencontre de Ouagadougou, marquent « leur ferme volonté de poursuivre les négociations à l'OMC » et demandent aux pays développés « d'éliminer les subventions et les soutiens internes accordés à la production et à l'exportation qui ont des effets de distorsion sur le marché international du coton ». Parallèlement, ils demandent au directeur de l'OMC, Pascal Lamy, d'accélérer le processus de négociation sur ce dossier.

L'actualité des pays du C4 a également été marquée par le lancement, lundi 15 janvier, du programme d'amélioration du coton en Afrique de l'Ouest (WACIP). Ce programme, financé par l'agence américaine de développement international à hauteur de 27 millions de dollars, vise à améliorer les techniques de production, de transformation et de commercialisation du coton dans ces quatre pays auquel s'ajoute le Sénégal. Il constitue, selon l'administration américaine, « le pivot de l'engagement américain à soutenir les efforts du C4 et du Sénégal, d'accroître leur production cotonnière ainsi que leur participation au commerce mondial ». Ce programme entre dans les engagements du gouvernement américain vis-à-vis du G8 de doubler son aide à l'Afrique d'ici 2010.

Actualités de l'OMC

Différents événements témoignent aujourd'hui de l'intensification des pourparlers sur les possibilités de relance des négociations du cycle de Doha. Après sa visite aux Etats-Unis (Cf. lettre hebdo n°147), Peter Mandelson, le commissaire européen au commerce, s'est rendu à Paris pour rencontrer les dirigeants français. A cette occasion, la France a réaffirmé la position qu'elle a tenue lors de la conférence de Hong-Kong et dans les mois qui ont suivi : les propositions faites par la délégation européenne sur le volet agricole lors de la dernière conférence ministérielle sont une limite à ne pas dépasser. Peter Mandelson a jugé que « la proposition de la France est dure, inutilement défensive, puisque l'Union européenne se présente à l'OMC dans une position forte ». Selon lui, le fait que les Etats-Unis sont en phase de révision de leur politique agricole, alors que l'Union européenne a déjà connu une réforme de la Politique agricole commune (PAC) en 2003, est un élément justifiant cette position de force.

Du côté américain, Susan Schwab, la représentante au commerce des Etats-Unis, a affirmé vendredi 12 janvier 2007, après une rencontre avec Pascal Lamy, le directeur de l'OMC, que « nous sommes sur une voie qui pourrait nous aider à conclure le cycle de Doha. Nous avons encore un long chemin à parcourir pour aboutir à une percée, mais nous faisons des progrès ». Ces déclarations et les nombreuses rencontres bilatérales des négociateurs sont les signes d'un nouveau regain d'optimisme sur l'éventualité d'une reprise des négociations stoppées depuis juillet 2006. Pour autant, aucune nouvelle proposition sur les volets de négociation à l'origine du blocage (agriculture et biens industriels principalement) n'est pour l'instant envisagée par les membres.

L'actualité de l'OMC a également été marquée cette semaine par l'entrée du Vietnam dans l'organisation, qui devient le 150^{ème} pays membre.

¹ En septembre 2006, suite à une plainte du gouvernement espagnol, l'Union européenne a annulé sa décision prise en 2004 de découpler partiellement les aides qu'elle accorde à la production cotonnière.